

# Taxe sur la valeur ajoutée (TVA): certaines obligations applicables aux prestations de services et aux ventes à distance de biens

2016/0370(CNS) - 05/12/2017 - Acte final

OBJECTIF: faciliter la perception de la TVA lorsque les consommateurs achètent des biens et services en ligne.

ACTE LÉGISLATIF: Directive (UE) 2017/2455 du Conseil modifiant la directive 2006/112/CE et la directive 2009/132/CE en ce qui concerne certaines obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestations de services et aux ventes à distance de biens.

CONTENU: la présente directive vise à modifier la [directive 2006/112/CE](#) et la [directive 2009/132/CE](#) en ce qui concerne certaines obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestations de services et aux ventes à distance de biens.

Les nouvelles règles s'inscrivent dans le cadre de la [stratégie de l'UE pour un «marché unique numérique»](#) et permettront aux entreprises en ligne de remplir plus facilement leurs obligations en matière de TVA.

La directive prévoit :

- l'introduction, **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019**, de mesures de simplification en ce qui concerne les ventes intra-UE de services électroniques;
- **l'extension, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021**, du portail qui existe déjà pour l'ensemble de l'UE (« **mini-guichet unique**») aux ventes à distance de biens, aussi bien intra-UE qu'en provenance de pays tiers, ainsi que la **suppression de l'exonération de la TVA pour les petits envois** (d'une valeur inférieure à 22 EUR); un nouveau portail sera établi pour les ventes à distance en provenance de pays tiers pour des sommes inférieures à 150 EUR.

La directive fait porter aux **plateformes en ligne** la responsabilité de la perception de la TVA pour les ventes à distance qu'elles facilitent.

La TVA sera payée dans l'État membre du consommateur. Toutefois, **en dessous de 10.000 EUR** de ventes en ligne transfrontières par an, une entreprise pourra continuer d'appliquer les règles de son pays d'origine en matière de TVA.

ENTRÉE EN VIGUEUR: 18.1.2018.

TRANSPOSITION: au plus tard les 31.12.2018 et 31.12.2020 selon les dispositions.

APPLICATION : à partir du 1.1.2019 et du 1.1.2021 selon les dispositions.